

Paris, le 28 septembre 2018

Monsieur le Président de la République,
Sommes-nous en guerre civile !

Cela ne peut plus durer. Depuis plusieurs mois, des actions violentes et illégales sont menées à l'encontre des hommes et femmes œuvrant dans notre filière élevage et viandes.

Les infractions s'aggravent : occupations de fermes, lieux de rassemblement d'animaux et d'abattoirs; dégradations de boucheries ; incendies criminels d'exploitations agricoles, marchés aux bestiaux, abattoirs et même d'école d'apprentissage de nos métiers.

Cette nuit encore, un incendie criminel a détruit un abattoir.

Les libertés de conscience et d'expression invoquées par des collectifs et associations anti-viandes et antispécistes ne sauraient être les cautions de ces violences.

Et pourtant, partout en France, ils nous déclarent ouvertement la guerre, notamment au travers d'appels à la désobéissance civile : comment expliquer que les pouvoirs publics laissent tenir de tels propos ?

Quel est ce pays, où une poignée d'individus aux pratiques sectaires terrorisent impunément les centaines de milliers de professionnels de nos filières et choquent les Français ?

Les accusations sans fondement et incessantes proférées à l'encontre de nos métiers n'étaient déjà pas tolérables. L'utilisation d'un vocable faisant référence aux plus sombres périodes de l'histoire aurait déjà dû être sanctionnée. Aujourd'hui, ces actions de destruction ne peuvent rester sans réponse des pouvoirs publics !

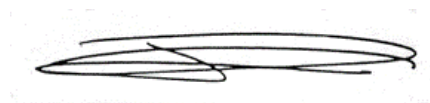
Nous sommes plus d'un million à travailler par passion dans ce secteur, forts d'un savoir-faire transmis depuis des générations et à l'écoute des évolutions sociétales. Les citoyens nous témoignent leur confiance chaque fois qu'ils achètent une viande française.

Monsieur le Président de la République, nos professionnels, envahis par un profond sentiment d'injustice et d'insécurité, doivent-ils prendre les armes pour défendre leurs entreprises, leurs métiers et leurs personnes ?

Monsieur le Président de la République, nous comptons sur vous et votre gouvernement pour enrayer immédiatement ces offensives sectaires qui ne peuvent qu'aboutir à une guerre civile.



Dominique LANGLOIS
Président d'INTERBEV



Guillaume ROUÉ
Président INAPORC

INTERBEV

207 rue de Bercy- TSA 21307
75564 PARIS Cedex 12
Tél. +33 1 44 87 44 60

INAPORC

5, rue Lespagnol
75020 PARIS
Tél. +33 01 44 93 60 00